

HISTOIRE

Histoire Annie LACROIX-RIZ

Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris 7-Denis Diderot

IMPÉRIALISMES DOMINANTS EN UKRAINE DE L'AVANT 1914 AU SAUVETAGE-RECYCLAGE GERMANO-AMÉRICAIN DES CRIMINELS DE GUERRE BANDÉRISTES (1890-1990)

Chapitre de *La Russie sans œillères*, Paris, Delga, p. 145-169, 2022, 2e partie, « Aux origines d'un conflit ».

« La propagande de guerre¹ » déployée depuis le 24 février 2022 à propos d'une agression monstrueuse et incompréhensible, engagée par la Russie contre un pays « démocratique » et « indépendant » qui aurait enfin réussi, en 2014, à secouer son joug, a balayé l'histoire de « la question ukrainienne ». L'internationalisation grandissante de l'enjeu ukrainien depuis l'aube de l'ère impérialiste oblige pourtant à examiner le rôle ukrainien des deux protagonistes occidentaux essentiels de ce conflit : l'Allemagne, la première présente sur ce terrain, et les États-Unis, qui s'y imposèrent plus tardivement. Ces deux grands États impérialistes se disputaient ce pactole bien avant l'ère du présumé « fou » Poutine.

Je retiendrai ici deux moments essentiels d'un compagnonnage germano-américain en vue d'arracher l'Ukraine à la Russie qui n'a pas exclu la concurrence acharnée sur l'exploitation de la proie conquise (question très contemporaine non traitée ici).

L'ère ukrainienne surtout allemande

Au sommet des candidats initiaux au pillage, l'Allemagne

La tentative d'arracher la caverne d'Ali Baba ukrainienne à l'Empire russe avait été avant l'ère impérialiste une affaire germanique, celle des Habsbourg, puis des Hohenzollern,

¹ Anne Morelli, *Principes élémentaires de propagande de guerre : Utilisables en cas de guerre froide, chaude ou tiède...*, Bruxelles, Labor, 2001, (l'édition en français Bruxelles, Aden, 2010, est épuisée, mais l'ouvrage sera réédité).

qui supplantèrent depuis l'ère bismarckienne la dynastie autrichienne. L'entreprise fut constamment secondée par le Vatican, maître depuis le XVI^e siècle de l'arme *uni*ate, qui visait la germanisation-conversion des populations orthodoxes. Au tournant du XIX^e siècle, face à l'empire austro-hongrois moribond, le Reich impérialiste devint, dans sa « poussée vers l'Est » (*Drang nach Osten*), le champion de la Curie en vue de la conquête.

La Première Guerre mondiale confirma l'Ukraine (et les riches États baltes) en cible allemande majeure, objet d'une collaboration germano-vaticane parfaite. L'œuvre commune en faveur d'une « révolution ukrainienne » frayant au Reich « la voie vers les terres noires, le Caucase, la Perse et l'Inde² » aboutit à la sécession de l'Ukraine, pour deux ans – et à celle, bien plus durable, des États baltes. La guerre non déclarée de l'Entente s'était ajoutée depuis janvier 1918 à l'agression allemande pour arracher à l'ancien empire russe l'Ukraine, où l'impérialisme français s'était aussi, depuis les années 1890, taillé des prébendes (financières et agricoles).

La défaite du Reich, en novembre 1918, annula la cession de l'Ukraine que la Russie assiégée avait dû consentir par le traité de Brest-Litovsk du 3 mars précédent. Mais les éléments antibolcheviques ukrainiens, pilier de l'occupation allemande entre 1914 et 1918, s'assurèrent deux ans d'« indépendance » (et des pogroms de Petlioura), phase qui s'acheva sur la déroute des Blancs. La Pologne, « alliée », colonisée par la France victorieuse, rêvait aussi (de longue date) de conquérir l'Ukraine, mais son ambition échoua à l'été 1920 devant

[2 Note du Quai d'Orsay sur la « politique catholique des Empires centraux », Paris, 31 mars 1920, Europe Saint-Siège, vol. 2, archives diplomatiques \(plus loin, MAE\).](#)



Signature du concordat entre le Saint-Siège et le Reich allemand le 20 juillet 1933 entre Pacelli, le futur Pie XII (au centre) et Franz Von Papen (à gauche), vice-chancelier du gouvernement d'Adolf Hitler.

la contre-offensive soviétique, portée jusqu'aux faubourgs de Varsovie. L'aide militaire anglo-française permit bientôt à la très pitoyable armée polonaise de l'emporter, et à Varsovie d'hériter de la Galicie orientale anciennement autrichienne, et même de davantage.

La zone acquise par la Pologne, peuplée d'Ukrainiens et de Biélorusses (ou Ruthènes), avec des Polonais pour grands propriétaires fonciers (haïs), s'étendait à 200 km à l'est de la « Ligne Curzon » – du nom du plan de division entre Russie et Pologne échafaudé par le secrétaire au Foreign Office en 1919-1920, où les chefs anglais (et français) de la coalition antisoviétique prétendaient encore renverser les bolcheviques : cette limite « ethnique » séparait les populations à majorité respective russo-ruthéno-ukrainienne (à l'est) et polonaise (à l'ouest) ³.

Moscou, très affaiblie par l'invasion-occupation militaire étrangère succédant à la guerre générale, dut souscrire en signant le traité de Riga, le 12 mars 1921, à la tutelle polonaise sur l'Ukraine occidentale. La capitale de cette « Galicie orientale » polonaise, anciennement autrichienne (augmentée de 135 000 km², avec Lvov et Vilnius), était Lvov (en russe), l'ancienne Lemberg (en allemand) – Lwow (en polonais), Lviv (en ukrainien). Lemberg-Lvov était depuis 1900 le siège de l'évêque uniaste Andreï Szeptycky, chargé comme ses prédécesseurs de la conversion catholique uniaste des orthodoxes de l'Est, pendant obligé de la conquête germanique. Champion russophobe et polonophobe, le prélat avait été, sur mandat du Vatican, le vassal de Vienne avant que Pie X, délaissant de fait l'empire, moribond, des Habsbourg, pour celui, plus riche et dynamique, des Hohenzollern, fit de lui,

3 Bibliographie, surtout anglophone, https://en.wikipedia.org/wiki/Curzon_Line, très succincte dans https://fr.wikipedia.org/wiki/Ligne_Curzon.

dans la première décennie du XXe siècle, l'auxiliaire exclusif du Reich.

Szeptycky, soumis *perinde ac cadaver* à quatre papes également germanophiles (Pie X, Benoît XV, Pie XI et Pie XII) qui ne comptaient que sur l'Allemagne pour avaler l'Ukraine entière, la servit, qu'elle fût impériale, weimarienne ou hitlérienne, jusqu'à son dernier souffle (novembre 1944) 4. La Lvov polonaise devint donc dans l'entre-deux-guerres un centre majeur des campagnes russophobes et antisoviétiques. Elle joua un rôle de premier plan dans la frénétique campagne de propagande *allemande, polonaise et vaticane* sur la « famine en Ukraine » (soviétique) qui avait été lancée à l'été 1933, juste après qu'une excellente récolte soviétique eut mis fin à la crise agricole terriblement aggravée depuis 1931 5.

L'Ukraine, la soviétique incluse, grenier à blé de l'inépuisable tchernoziom (« terre noire ») et centre industriel de premier plan dominé par le grand capital étranger des années 1890 à la révolution bolchevique, ressembla dans l'entre-deux-guerres à une foire d'empoigne générale. L'impérialisme français, bien qu'il sût (et eût admis) que le Reich la voulait pour lui seul, n'y avait pas renoncé à toutes ses ambitions : ses grands banquiers firent même mine de croire, après le lancement de Barbarossa, que le Reich hitlérien vainqueur compenserait quelques-unes de leurs lourdes pertes ukrainiennes de 1917, mirage qui ne survécut même pas à l'été 1941 6.

4 Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich, Le choix de la défaite*, Paris, Armand Colin, 2010, passim.

5 <https://www.historiographie.info/ukr33maj2008.pdf>, présentation d'archives diplomatiques, passim.

6 Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers français sous l'Occupation*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 170-171 et 387-389.

L'Allemagne, qui avait reconnu l'État soviétique plus tôt que ses rivaux (par le traité de Rapallo, 16 avril 1922), les écrasait tous par son poids en Ukraine soviétique. Elle y était très efficacement soutenue par le Vatican, auquel elle avait confié l'espionnage militaire sur place, via les clercs uniastes.

Les deux complices insérèrent leur objectif de conquête commune de ce trésor dans « le Concordat du Reich » de juillet 1933, par une des deux clauses secrètes dont un diplomate polonais moins russophobe que ses pairs avisa aussitôt Paris et Moscou : depuis 1925, «

l'Institut oriental » fondé au Vatican, devenu en 1929 Russicum, vivier de l'espionnage uniaste en Europe orientale, préparait en compagnie de Berlin ses clercs à l'invasion (allemande) et à la « rechristianisation » (romaine) de la Russie 7 .

L'Allemagne avait dès *avant 1914* et constamment depuis lors, financé « l'autonomisme » ou « le nationalisme ukrainien », érigé en fer de lance contre ses deux cibles majeures (quoique non exclusives) à l'Est :

1° la Russie, qu'elle voulait tailler en pièces bien avant sa soviétisation. La campagne germano-américaine (et « européenne ») de 2022 sur le paranoïaque Poutine a évacué le cœur économique du problème, que le Reich avait clairement exposé avant l'affrontement général de 1914. Le 2 mai 1906, la *Deutsche Südwestafrikanische Zeitung*, porte-parole du grand capital colonial, vanta le projet allemand d'appliquer au plus tôt à la Russie, riche Ukraine en tête, le modèle du Sud-Ouest africain en plein succès :

« qu'est-ce qui nous empêche de rapporter [le] principe [du...] droit du plus fort non seulement à la politique coloniale, mais à l'ensemble de la politique ? Est-il pire d'étendre nos territoires et de les développer aux dépens des Blancs inférieurs à nous [les sous-hommes slaves] qu'aux dépens de Noirs sans défense ? L'Allemagne est surpeuplée : pourquoi son drapeau devrait-il flotter sur les rives sableuses d'Angra Pequena et de Swakopmund et non sur les fermes des steppes faiblement peuplées mais très productives de la Russie centrale et méridionale 8 ? »

2° la Pologne, dont les colonels-dictateurs, porte-parole des privilégiés, grands propriétaires fonciers en tête, caressaient le vieil espoir de conquête de l'Ukraine : Pilsudski

7 Hansjakob Stehle, *Eastern Politics of the Vatican 1917-1979*, Athens, Ohio, 1981, Lacroix-Riz, Le Vatican, l'Europe et le Reich, Le choix de la défaite, Paris, Armand Colin, 2010, passim.

8 Helmut Bley, *South-West Africa under German Rule, 1894- 1914*, Londres, 1971, p. 211, traduit par Elikia M'Bokolo, *Afrique Noire. Histoire et civilisations*, t. II, XIXè-XXè siècles, Paris, Hatier, 1992, p. 295-296.

et son second puis successeur Beck répétèrent de plus en plus fort, à partir de 1933-1934, où ils se posaient en chers « amis » du Reich, que ce dernier, s'ils renonçaient à Dantzig, les aiderait en échange à occuper l'Ukraine et à se l'approprier 9 .

C'était une plaisanterie. Le Reich hitlérien, succédant au Deuxième Reich et à Weimar, demeurait, plus que jamais, le principal pourvoyeur de fonds du supposé « nationalisme » ukrainien. Depuis 1929, le grand bénéficiaire de ce financement fut l'« Organisation des Ukrainiens nationalistes » (OUN), alors fondée par Stefan Bandera, « chef de l'organisation terroriste ukrainienne en Pologne » (Galicie orientale), et ses fidèles lieutenants Mykola Lebed et Iaroslav Stetsko : tous étaient aussi violemment anti-polonais qu'anticommunistes, russophobes et antisémites.

Ces fanatiques uniastes rendirent à Berlin d'immenses services, non seulement contre les juifs mais aussi contre l'État polonais : le 15 juin 1934, deux jours après que le très complaisant ministre de l'Intérieur polonais, Bronisław Pieracki, eut en personne accueilli Göbbels à Varsovie avec tout le faste requis, Berlin poussa le mépris et la provocation envers ses « amis » polonais jusqu'à le faire assassiner par ses sbires ukrainiens, dont Bandera et Lebed 10. Les membres de l'OUN, strict équivalent, dans l'Ukraine de Lvov, des

oustachis croates d'Ante Pavelitch, des nazis slovaques du Parti Hlinka, des Gardes de fer roumains et autres pronazis d'Europe orientale, tous nourris par la même main allemande, avaient « adopté le fascisme, l'antisémitisme, le racisme, le culte de la guerre et toute une gamme de valeurs d'extrême droite 11 ». Varsovie transforma la peine de mort de Bandera et Lebed édictée en 1936 en prison à vie, épisode auquel l'occupation allemande du pays mit fin dès septembre 1939 12.

9 Fritz Fischer, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918*, Paris, Trévis, 1970 (paru en RFA en 1961), Stehle, *Eastern Politics*, et Lacroix-Riz, *Le Vatican* (passim et index des noms cités, dont Szepticky).

10 Détails, « La Pologne dans la stratégie extérieure de la France (octobre 1938-août 1939) », <https://www.historiographie.info/polognefranceww2mai2015e.pdf>, paru en allemand, « Polen in der außenpolitischen Strategie Frankreichs (Oktober 1938-August 1939) », *Polen und wir*, n° 3, 2014, p. 11-17.

11 Grzegorz Rossolinski-Liebe, « Debating, obfuscating and disciplining the Holocaust: Post-Soviet historical discourses on the OUN-UPA and other Nationalist movements », *East European Jewish Affairs*, vol. 42, n° 3, December 2012, p. 199-241, en ligne (« The OUN and Ethnic and Political Violence During and After the Second World War », p. 201-204).

12 Abondante bibliographie anglophone, dont Rossolinski-Liebe, *Stepan Bandera, The Life and Afterlife of a Ukrainian Nationalist. Fascism, Genocide and Cult*, Stuttgart, ibidem Press, 2014 (sa thèse), chapitre 3, « Pieracki's Assassination and the Warsaw and Lviv Trials », p. 105-151 (fuite du 13 septembre 1939 d'après l'autobiographie de Bandera).



Himmler assiste aux entraînements de la division des Waffen SS ukrainiens Galicie le 17 mai 1944

Les Banderistes nazis dans la Deuxième Guerre mondiale

L'OUN, puissante en Ukraine slovaque et polonaise (mais absente d'Ukraine soviétique), déploya depuis l'automne 1939 tous ses talents criminels. Elle avait été subdivisée en 1939-1940 en OUN-M et OUN-B, groupes respectivement dirigés par Andrei Melnik et par le trio

Bandera-Lebed-Stetsko. Ces branches n'étaient séparées que par leurs positions respectives, au moins officielles, sur « l'indépendance ukrainienne » : Melnik ne s'en embarrassait pas, la clique Bandera chérissait « l'indépendance immédiate » par le verbe. L'OUN-B de Bandera groupait déjà « 20 000 adultes et 7 000 jeunes » avant Barbarossa. Les membres des deux OUN, égaux auxiliaires de la police allemande et de l'Abwehr, furent associés aux préparatifs de l'occupation de la Pologne, puis à ceux de Barbarossa, « bénéficiant du soutien financier et des infrastructures de l'Allemagne ». L'OUN de Bandera et consorts constitua sous l'égide de l'Abwehr « deux bataillons allemands de soldats ukrainiens, Nachtigall et Roland » (respectivement 350 et 330 personnes). Ses membres peuplèrent les « académies [allemandes] de police » de Pologne occupée. Ces nazis ukrainiens amplifièrent leurs ravages après Barbarossa : revenus avec les troupes allemandes dans la Galicie orientale qu'ils avaient fuie quand elle était devenue soviétique depuis la miseptembre 1939, ils y liquidèrent dès leur arrivée un minimum de 12 000 juifs¹³. Leur allant ne faiblit jamais.

¹³ Ce chiffre, Dieter Pohl, *Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien, 1941–1944 : Organisation und Durchführung eines staatlichen Massenverbrechens*, Munich, vol. 50 des *Studien zur Zeitgeschichte*, Institut für Zeitgeschichte 1997, p. 67. Pour le reste, Rossolinski-Liebe, *op. cit.*,

Supplétifs de la police allemande, les banderistes formèrent, à raison de 8 000, une partie des effectifs de la 14^e Légion des Waffen SS Galicia (1943-1944)¹⁴, massacreurs sans répit bénis et encouragés à l'ouvrage par les clercs uniates, prélats et prêtres, Szepticky en tête¹⁵. Dans les Einsatzkommandos, les prisons, les camps de concentration et ailleurs, tous les groupes de l'OUN torturèrent et exterminèrent de 1941 à 1944 avec le même entrain les Ukrainiens « non loyaux », les juifs de toute nationalité, les Russes et les Polonais non juifs (« entre 70 000 et 100 000 civils polonais ») : proclamés « ennemis de la nation ukrainienne », tous étaient voués à l'élimination.

En Pologne, depuis septembre 1939, puis en URSS, Galicie orientale incluse, de Barbarossa (juin 1941) à la récupération soviétique complète de l'Ukraine (1944), les nazis ukrainiens, champions du « nettoyage ethnique », jouèrent dans « la destruction des juifs » le même rôle que « les États satellites [du Reich] par excellence » (Croatie et Slovaquie)¹⁶. Le conflit officiel secondaire entre le maître allemand et les banderistes, théoriques partisans de « l'indépendance » ukrainienne exclue par l'Allemagne, conduisit Bandera et Stetsko en prison allemande « d'honneur » à Sachsenhausen en 1942. Lebed, en fuite, assura en leur nom la continuité des activités et la direction de l'« armée insurrectionnelle ukrainienne »

¹⁴ [https://en.wikipedia.org/wiki/14th_Waffen_Grenadier_Division_of_the_SS_\(1st_Galician\)](https://en.wikipedia.org/wiki/14th_Waffen_Grenadier_Division_of_the_SS_(1st_Galician)), bibliographie.

¹⁵ *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, p. 527-528.

¹⁶ Raül Hilberg, *La destruction des juifs d'Europe*, Paris, Gallimard, 1991, 2 vol., vol. 2, p. 612-642.

(UPA) : formée en 1942 de ces forces de police auxiliaires de l'occupant allemand, l'UPA devait parachever la destruction des ennemis communs. Le séjour du tandem Bandera-Stetsko en « bunker d'honneur » confortable¹⁷ aurait été prolongé jusqu'à septembre 1944 : c'est la date établie d'après leurs seules déclarations *a posteriori* à la CIA.



**Polonais victimes de l'OUN le 26 mars 1943 à Lipniki
(village polonais aujourd'hui disparu)**

Quelle que fût sa durée, cet internement n'interrompit jamais la mission des membres de l'OUN-UPA au service du Reich ni leurs liens constants avec leurs chefs. Une partie de ces infatigables massacreurs quitta donc l'Ukraine pour l'Allemagne dans les fourgons de l'occupant après que l'Armée rouge eut, en juillet 1944, reconquis Lvov. C'est alors que le Reich fit fonder par ses alliés ukrainiens le « Conseil suprême ukrainien de libération » (UHVR), dominé par les banderistes. Cette étape allemande de l'« indépendance » fut suivie par la création, en novembre 1944, à Berlin, d'un « Comité national ukrainien ».

Parmi les fuyards de Galicie orientale de 1944 figuraient Bandera et Steksko, qui rejoignirent Berlin dès que les Allemands les eurent « libérés » de leur bunker d'honneur : c'est dire ce que valait leur « résistance antinazie ». Le maintien à Berlin s'avérant pour eux très périlleux à la fin de la guerre, on les retrouva dès lors à Munich, centre historique du nazisme intérieur et de l'expansion du Deutschtum depuis l'entre-deux-guerres qui était devenu au printemps 1945 une des capitales de la zone d'occupation américaine ¹⁸.

¹⁷ Sur cette pratique, éprouvée en Allemagne même, réservée aux élites en désaccord, réel ou officiel, avec le régime ou l'occupant allemand, Lacroix-Riz, *Les élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris, Dunod/Armand Colin, 2016, p. 310-313, 319-320, 377, 379-380.

¹⁸ Munich, centre majeur du nazisme initial très lié avec le nonce Pacelli, futur Pie XII, fut, en relation constante avec le Vatican et avec un allant accru depuis 1933, un centre majeur de la conquête de l'ancien empire austro-hongrois, entamé par l'Anschluss et le démantèlement de la Tchécoslovaquie, Le Vatican, l'Europe et le Reich, *passim*.

Les historiens Richard Breitman et Norma Goda, que leurs liens étroits avec le département d'État embarrassent sur la chronologie et les motivations du sauvetage-recyclage américain

des criminels de guerre – bien antérieur à la « Guerre froide » déclarée –, admettent dans *Hitler's Shadow* que sur les « 250 000 Ukrainiens » établis en 1947 « en Allemagne, en Autriche et en Italie » et gratifiés du statut de « personnes déplacées », « un grand nombre étaient des membres avérés ou des sympathisants de l'OUN19 ».

L'autre partie des assassins de l'OUN-UPA était à l'été 1944 restée en Galicie orientale désormais soviétique. Clandestins, ils y menèrent, toujours stimulés par leurs clercs uniates, une très efficace action meurtrière : « en Ukraine occidentale », des « dizaines de milliers » de ces anciens policiers supplétifs des Allemands tuèrent « 35 000 cadres de l'armée et du parti soviétiques entre 1945 et 195120 », le tout sous la houlette et avec le financement d'alliés étrangers qui, on va le voir, n'étaient plus exclusivement allemands.

Depuis 1943, où les succès de l'Armée rouge exclurent définitivement l'avenir allemand immédiat de l'OUN-UPA, celle-ci se fabriqua de toutes pièces une histoire « résistante » honorable. Cette activité se développa considérablement quand la clique Bandera devint contre l'URSS un atout « occidental » précieux. À l'heure de la spectaculaire conversion des banderistes à la *Pax Americana*, leur identification avec le nazisme et la notoriété de leurs crimes eussent pu troubler les populations de la « démocratique » zone d'influence américaine. L'après-Stalingrad avait imposé la fondation du mythe, développé à l'infini jusqu'à ce jour et relancé par la présente conjoncture, d'une « résistance des nationalistes ukrainiens » aussi antinazie qu'antibolchevique.

Il fallut, à « l'Ouest », attendre le plus souvent les années 1980 pour que cette pure légende, entretenue par l'antisoviétisme et la russophobie, fût balayée par des recherches approfondies. En 1987, le photographe et militant syndicaliste canadien Douglas Tottle, pionnier de l'étude du nazisme ukrainien, décrivit la forte contribution de l'OUN-OPA aux massacres tous azimuts, et ses gros mensonges *a posteriori* sur les activités banderistes de 1939 à 194521. La thèse du chercheur germano-polonais Grzegorz Rossolinski-Liebe a fait en 2014 le point sur une réalité historique largement décrite par l'historiographie anglophone 22 mais inconnue en France, où toute traduction est bannie.

19 Breitman et Goda, *Hitler's Shadow : Nazi War Criminals, US Intelligence and the Cold War*, National Archives, 2010, <http://www.archives.gov/iwg/reports/hitlers-shadow.pdf>, p. 76, et tout ce chapitre 5 « Collaborators : Allied intelligence and the Organization of Ukrainian Nationalists », p. 73-97.

20 Geoffrey Roberts, *Les guerres de Staline*, Paris, Delga, 2014 p. 437 (1e édition, *Stalin's Wars*, 2006).

21 Tottle, *Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book, 1987, chapitre 9, « Collaboration and collusion », *Fraud, Famine and Fascism*, p. 103-119.

Précisons que la période post-« révolution orange » en Ukraine a menacé la sécurité personnelle de cet historien et y a interdit la diffusion de ses recherches : en février-mars 2012, six conférences sur ses travaux prévues dans trois villes ukrainiennes, Kiev, Lvov et Dniepropetrovsk, furent réduites à une, tenue à Kiev, à l'ambassade d'Allemagne, « sous la protection de la police ». « Protection » mitigée : les membres du parti Svoboda avaient tranquillement pu interdire l'accès à la salle à plusieurs centaines d'étudiants, universitaires

et autres amateurs ukrainiens. À Lvov et à Dniepropetrovsk, tout fut annulé « quelques heures avant l'événement » annoncé 23.

Le candidat américain à la relève russe en Ukraine

Les prémices de l'entre-deux-guerres

L'Allemagne engagée dans la conquête de l'Ukraine s'était heurtée depuis les débuts de l'ère impérialiste et plus encore depuis la fin de la Première Guerre mondiale à un concurrent sérieux, ici et ailleurs. Les États-Unis étaient en effet fermement résolus à bénéficier de « la Porte ouverte », et pas seulement en Chine, où le secrétaire d'État John Hay l'avait brutalement revendiquée en 1899 contre leurs rivaux européens.

Le capital financier américain, tenant la Chine pour sa chasse gardée, avait simultanément combattu ferme l'expansion à l'Est (chinois) de l'impérialisme russe. Bien avant la prise du Palais d'hiver, il détestait au moins autant que l'Angleterre la Russie, dont les ressources l'alléchaient autant que celles de la Chine : William Appleman Williams, en étudiant l'origine économique de la précoce russophobie américaine, gagna le rang de chef de file de l'école « révisionniste » américaine. Laquelle, entre les années 1950 et le début des années 1990, s'intéressa à l'impérialisme et pas à la seule idéologie, problématique que la chute de l'URSS et celle, consécutive, du marxisme, ont malheureusement remise au premier plan 24.

La haute banque américaine, à l'exemple de la banque Kuhn, Loeb et C^o s'était, depuis 1919, associée aux avancées des capitaux allemands en Europe orientale. La presse Hearst, parangon des milieux germano-américains, joua, à partir de 1935, un rôle notable dans la campagne antisoviétique sur « la famine génocidaire en Ukraine 25 ». Le puissant

22 Rossolinski-Liebe, Stepan Bandera, *The Life and Afterlife of a Ukrainian Nationalist. Fascism, Genocide and Cult*, Stuttgart, ibidem Press, 2014 (sa thèse) et « Debating » (qui la résume).

23 https://en.wikipedia.org/wiki/Grzegorz_Rossoli%C5%84ski-Liebe, « Political reactions », notes 8-11.

24 Williams, *American-Russian Relations, 1781-1947*, New York: Rinehart and Company. 1952 (PhD).

25 « The Hearst press. The campaign continues », Tottle, *Fraud, Famine and Fascism*, chapitre 2, p. 13-21.

groupe Hearst ne se bornait pas ainsi au soutien politique des nazis. Le capital financier américain nourrissait aussi en Ukraine, dans l'entre-deux-guerres, de grandes ambitions, forcément aiguës au fil de la crise des années 1930.

À l'été 1930, l'homme politique et écrivain polonais d'extrême droite (« national-démocrate ») mais (cas rarissime) non russophobe, partisan, malgré son antibolchevisme, d'une alliance d'État avec la Russie, Roman Dmowski, publia *L'avenir de la Pologne*. Son chapitre « la question ukrainienne » examinait, d'une part, le conflit interimpérialiste généralisé que suscitait, notamment en Allemagne et aux États-Unis, l'ambition de contrôler l'Ukraine (appétit aiguë par son développement économique en cours), et, d'autre part, l'impossibilité absolue pour l'URSS de s'y plier.

« Au cours des dernières années, grâce au charbon et au fer du bassin du Donetz, l'Ukraine est devenue l'objet d'un vif intérêt pour les représentants du capital européen et américain, et elle a pris une place importante dans leurs plans économiques et politiques. »

L'avenir immédiat était allemand, et

« l'Ukraine indépendante devait être une succursale économique et politique de l'Allemagne ».

Les États-Unis étaient également candidats au pillage, que l'URSS ne pourrait à aucun prix tolérer :

« Arracher cette Ukraine de la Russie serait lui arracher les dents ; on se protégerait ainsi de sa concurrence et on la condamnerait au rôle de consommateur éternel des produits d'une industrie étrangère²⁶. »

L'après-guerre bandériste américain

La stratégie générale de conquête

La fin de la guerre confirma que les États-Unis se débarrasseraient au plus tôt du compromis territorial, d'emblée haï, qu'ils ne signèrent à Yalta en février 1945 que parce que les services de l'Armée rouge leur étaient encore indispensables ²⁷. Ils iraient même bien au-delà de la récupération de cette insupportable « sphère d'influence de l'Union soviétique sur l'Europe orientale et les Balkans », qu'ils avaient tenté d'éviter par divers moyens depuis la déclaration par Staline, en juillet 1941, des buts de guerre soviétiques ²⁸.

²⁶ Chap. « La question ukrainienne » de son livre *L'avenir de la Pologne*, traduction annexée à la lettre 396 de Jules Laroche, Varsovie, 24 août 1930, URSS 1918-1940, vol. 678, MAE.

²⁷ Dès 1970, Diana Clemens avait démontré la ferme intention de Washington de renier sa signature, en dépouillant les archives publiées de la conférence (FRUS, *Conferences at Malta and Yalta, 1945*, USGPO, Washington, 1955), Yalta, New York, Oxford University Press, 1970.

²⁸ Lynn E. Davis, *The Cold War begins: Soviet-American conflict over*

D'une part, les Américains avaient depuis 1944 délégué sur place les émissaires de l'Office of Strategic Services (l'OSS, prédécesseur de la CIA) de William Donovan et Allen Dulles, tous deux grands avocats d'affaires, éminents financiers et germanophiles impénitents, le Reich occupant traditionnellement dans les chiffres d'affaires de leurs cabinets une part décisive : des membres de l'OSS, sélectionnés parmi les plus violemment antisoviétiques, furent chargés de discuter avec les élites collaborationnistes des pays sis entre l'URSS et l'Allemagne épouvantées par l'avance de l'Armée rouge et impatientes de se rallier à la *Pax Americana* ²⁹.

D'autre part, ils brandirent devant l'URSS ravagée par la guerre allemande la carotte d'une future « assistance économique » américaine à sa reconstruction : Averell Harriman, leur ambassadeur à Moscou, richissime héritier d'un empire ferroviaire et financier, aussi

germanophile que ses pairs, croyait encore en mars 1944 les États-Unis capables d'empêcher ainsi l'URSS de s'assurer le contrôle militaire de la zone³⁰ du « cordon sanitaire » établie depuis 1919 à l'Ouest de ses frontières par les « Alliés » en mal de victoire contre les bolcheviques ³¹.

L'URSS elle-même intéressait aussi les Américains, et en particulier, en son sein, la riche « marche » ukrainienne. Ils s'en occupèrent très activement avant même que ne fût officiellement et définitivement fixé le mot d'ordre clair de liquidation générale de l'Union soviétique par tous les moyens possibles. La mission fut confiée depuis l'été 1948 à un organisme de la CIA gratifié de plusieurs noms successifs³² et dirigé par un tandem notoire pour sa germanophilie et sa russophobie délirantes : le diplomate George Kennan, haut

Eastern Europe, Princeton, Princeton University Press, 1974. Ces buts : reconstituer l'URSS européenne dans ses limites de 1939-1940, empêcher les pays du cordon sanitaire, Pologne en tête, de demeurer la voie d'agression allemande contre l'URSS et, en Asie, récupérer les îles Kouriles cédées au Japon après la défaite tsariste de 1904.

²⁹ Burton Hersh, *The old boys : The American Elite and the origins of the CIA*, New York, Scribners, 1992, p. 158, 189, 196-214, Wisner à Bucarest..

³⁰ L'URSS est si « appauvrie » par la guerre que cette promesse nous « éviter[a] l'établissement d'une [telle] sphère d'influence », tél. 861.01/2320 de Harriman, Moscou, 13 mars 1944, FRUS 1944, IV, Europe, p. 951.

³¹ Ces États, les plus violemment antisoviétiques et agressifs devaient officiellement « contenir » la Russie bolchevique, de fait faciliter son invasion : Pologne et États alors arrachés en totalité ou en partie à l'ancien empire russe, Finlande, pays baltes et Roumanie. La portée de ces décisions vieilles de plus d'un siècle, claire à la veille de la Deuxième Guerre mondiale et pendant, est aveuglante depuis la chute de l'URSS.

³² Office of Special Projects (OSP), puis Office of Policy Coordination (OPC) puis Policy Planning Staff (OPC). Sur ce monstre, Athan Theoharis, Richard Immerman, Loch Johnson, Kathryn Olmsted, John Prados, *The Central Intelligence Agency, Security under Scrutiny*, Westport, Greenwood Press, 2006, avec remarquable bibliographie commentée, p. 338-355.

fonctionnaire de l'ambassade américaine à Moscou (sous-chef de mission d'Harriman de 1944 à avril 1946), et l'agent de l'OSS (depuis 1943) puis de la CIA Frank Wisner. Donovan avait dépêché à Bucarest cet (autre) avocat d'affaires en août 1944, après la tardive déclaration de guerre de la Roumanie contre l'Axe : il devait tenter d'y contrer les effets de l'arrivée de l'Armée rouge et veiller aux intérêts pétroliers américains (de son cabinet d'avocats). Wisner supervisa làbas diverses opérations antisoviétiques jusqu'en mars 1945, avant d'être nommé à Wiesbaden ³³.

La consigne, fixée par la directive 10/2 du *National Security Council* (« NSC ten-slash-two ») du 18 juin 1948, visait d'ores et déjà non pas l'« endiguement » (« *Containment* ») mais le « refoulement » (« *Roll back* ») de l'URSS et de *l'ensemble de sa zone d'influence*. La CIA, écrivait Kennan le 18 juin 1948 dans ce texte fondateur, est :

« chargée de mener des “opérations clandestines” dites “psychologiques” [...] qui sont conduites ou soutenues par ce gouvernement contre les États ou les groupes hostiles ou en

soutien d'États ou de groupes amicaux, mais qui sont planifiées et exécutées de telle sorte que la responsabilité de tout gouvernement américain n'en puisse pas être décelée par les personnes non mandatées à ces missions, et que le gouvernement américain puisse, au cas où elles seraient révélées, en contester avec vraisemblance toute responsabilité ».

Suivait une énumération de ces

« activités clandestines, propagande, guerre économique, action préventive directe, comprenant le sabotage, l'anti-sabotage, la destruction et les mesures d'évacuation ; subversion contre les États hostiles, comprenant l'assistance aux mouvements de résistance clandestins, aux guérillas et aux groupes de libération des réfugiés, et soutien aux éléments anticommunistes intérieurs dans les pays du monde libre menacés »,

à l'exception des « opérations militaires » dans le cadre d'un « conflit armé » officiel 34.

Il ne s'agissait pas de contenir « le Kremlin » mais de le « miner » pour l'abattre, ce qui supposait, entre autres, de conquérir les élites soviétiques, étatiques et intellectuelles, les plus sensibles aux appâts occidentaux. Cet objectif est d'ailleurs de plus en plus ouvertement admis, depuis le début

33 Hersh, *The old boys*, p. 22-24 sq., 158-161, 164, 170 189, 196- 214 ; Prados John, *Lost Crusader, The Secret Wars of CIA Director William Colby*, New York, Oxford University Press, 2003, p. 43, et index Wisner.

34 « National Security Council Directive on Office of Special Projects », 2 NSC 10/2, 18 juin 1948, document 292, [https:// history.state.gov/historicaldocuments/frus1945-50Intel/ d292](https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1945-50Intel/d292).

du XXI^e siècle, par l'historiographie américaine la plus liée à l'appareil d'État et à ses ministères militaires. Ainsi Gregor Mitrovich 35 a-t-il décrit « la stratégie offensive de l'Amérique pour subvertir le bloc soviétique », entre 1947 et 1956, sans pouvoir recenser toutes ces œuvres de guerre : la plupart des « opérations », surtout celles de caractère militaire, demeurent soumises à complète censure³⁶. Les historiens féaux confirment donc la réalité des opérations de subversion tous azimuts que les historiens « critiques » ou « révisionnistes » décrivaient depuis les années 1970-1980.

Le recours privilégié aux criminels ukrainiens

Dans la lutte contre l'URSS même, l'arme ukrainienne, restée si importante dans la Galicie orientale (re)devenue soviétique, fut tenue pour essentielle. Washington n'attendit pas la mise en place définitive, en juin 1948, du dispositif de « refoulement » pour prendre langue avec ces agents de la « subversion contre l'URSS hostile » et les financer. En 1988, le politiste Christopher Simpson décrivit par le menu l'usage américain très précoce des nazis ukrainiens 37 – comme, il est vrai, de tous les nazis, à commencer par le modèle allemand³⁸. Harry Rositzke, qui avait pour l'OSS et la CIA dirigé depuis 1945 à Munich « les opérations secrètes à l'intérieur de l'URSS », eut en 1985 ce cri du cœur :

« Nous savions parfaitement ce que nous faisons. La base du boulot était de se servir de n'importe quelle ordure du moment qu'elle était anticommuniste 39. »

Le Vatican n'avait depuis un demi-siècle traité la question ukrainienne qu'avec Berlin. Il dut s'en remettre désormais aussi à ses riches protecteurs américains – seuls aptes à assurer le succès d'initiatives qui rendraient service au Reich



Ivan Bucko qui permit, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'évasion des membres de la Waffen SS Galicie vers l'Amérique du Nord et du Sud

35 Submergé de crédits pour « Initiative Minerve », programme lancé en 2008 sur (ou plutôt contre) la Chine, dont il est devenu un spécialiste : <https://sipa.columbia.edu/news/qa-gregory-mitrovich>.

36 Mitrovich, *Undermining the Kremlin : America's strategy to subvert the Soviet Bloc, 1947-1956*, Ithaca, Cornell University Press, 2009 (1e édition 2000) passim. Voir aussi Richard Aldrich, *The hidden hand : Britain, America, and Cold War secret intelligence*, London, John Murray, 2001, et Benjamin Tromly, *Cold War Exiles and the CIA. Plotting to free Russia*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

37 Simpson, *Blowback*, chapitre 12.

38 Breitman et Goda, *Hitler's Shadow*, dont les quatre autres chapitres sont consacrés aux nazis allemands ; Breitman, Goda, Naftali Timothy, Wolfe Robert, *US intelligence and the nazis*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 2005.

39 Interview du 16 janvier 1985, citée par Simpson, *Blowback*, p. 159, tout ce chapitre 12 « Any bastard as he's Anticomunist » et index Bandera et Lebed ; Rositzke, *The CIA's Secret Operations : espionnage, counterespionnage, and covert action*, New York, Routledge, 2019 (1^e édition, 1977), avec l'Ukraine pour leitmotiv, sans que cet espion loyal cite aucun de ses alliés compromettants.

momentanément ou partiellement entravé par sa défaite militaire. Il collabora donc directement avec eux, 1° dans toute l'Europe orientale, largement catholique où, jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les clercs avaient sous la tutelle germano-vaticane orienté les « fidèles » (parfois la quasi-totalité de la population) de la naissance à la mort. L'accord central américanovatican étant scellé depuis 1942-1943, les nonciatures marchèrent, sur place, main dans la main avec les ambassades américaines pour *tous* les types d'opérations, dont l'espionnage militaire, la propagande antisoviétique, l'agitation des paysans, le sauvetage-recyclage des criminels de guerre, etc.⁴⁰ ;

2° dans le dossier ukrainien soviétique : la Curie continua à gérer son précieux vivier de Lvov, où elle dirigeait l'action des prélats et des clercs clandestins. Avait succédé au vieux prélat bandériste décédé en novembre 1944 le chef bandériste Ivan Bucko, naguère préposé aux préparatifs de Barbarossa puis au fiasco de la « rechristianisation » des Russes. Théorique « évêque auxiliaire de Lvov » (depuis 1929), installé à Rome et délégué aux soins « des Ukrainiens en Europe occidentale » de 1945

40 Uki Goñi, *The real Odessa: how Perón brought the Nazi war criminals to Argentina*, London, Granta, 2003, et n. suiv. En français: *La véritable opération Odessa: la fuite des nazis vers l'Argentine*, Éd. Delga, 2021.

à 1971, cet « expert du Vatican sur les questions ukrainiennes [d']opinions radicalement antirusses » et pro-nazies fut agréé par Washington à l'été 1945 comme « visiteur apostolique des Ruthènes de l'armée d'Ukraine » bandériste (l'UPA) 41.

Dès juillet 1944, juste avant l'entrée de l'Armée rouge, les massacreurs du « Conseil suprême ukrainien de libération » (UHVR) avaient, prélats compris, pris contact, sous l'aile romaine, « avec les gouvernements occidentaux », écrivent Breitman et Goda. Depuis lors, les alliés-rivaux anglais et américains collaborèrent avec les groupes dirigés, d'une part, par Bandera-Stetsko (80% des effectifs ukrainiens des « camps de personnes déplacées en Australie, au Canada, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et autres pays occidentaux à la fin des années 1940 ») et, d'autre part, par Lebed et le prélat uniaste Ivan Hrinioch, agent de liaison avec le Vatican. « Les services de renseignements américains et britanniques s'intéressaient déjà aux nazis et aux collaborateurs des nazis avant la fin de la guerre », confirme le biographe de Bandera Rossolinski-Liebe 42.

Les sources déclassifiées révèlent en effet la continuité des contacts américains avec les nazis ukrainiens protégés par la Curie, entre OSS et CIA, phase intermédiaire de la « Strategic Services Unit » incluse – sans oublier les services de renseignements militaires, Army intelligence (G-2) and Army Counterintelligence Corps (CIC)⁴³. Même les prudents Breitman et Goda concèdent l'utilisation américaine de Bandera lui-même au minimum « en septembre 1945 », mais la bornent à la demande de renseignements « sur la situation militaire en Ukraine occidentale » (Galicie orientale) 44.

« Renseignements », seulement ? En aucun cas. Les Américains avaient récupéré et installé, à Munich aussi, comme espion en chef, le général de la Wehrmacht Reinhard Gehlen : chef du « renseignement militaire allemand sur le front de l'Est » dans l'URSS

occupée (*Fremde Heere Ost*, FHO), Gehlen y avait dirigé les collaborateurs soviétiques de toutes les régions occupées, dont l'Ukraine, et organisé l'armée Vlassov. Les Américains firent de ce criminel

41 Le Vatican, l'Europe et le Reich, chap. 10-11, sur l'Ukraine soviétique, p. 614-615 et index Bucko.

42 Breitman et Goda, *Hitler's Shadow*, mentionnent les interlocuteurs de l'UHVR mais sont muets sur les interlocuteurs américains de « juillet 1944 », p. 77, vu leur postulat d'une alliance de Guerre froide déclarée (1947-1948) avec Bandera et consorts et de l'ignorance américaine des œuvres banderistes depuis 1934, guerre mondiale comprise. Rossolinski-Liebe, *Stepan Bandera*, plus précis, p. 280. Les documents mentionnés à la n. suiv. confirment l'information complète des Américains sur leurs alliés russophobes au minimum depuis 1945.

43 Dossier CIA déclassifié comportant des pièces échelonnées de 1945-1946 à 1986, « CIA Nazi war criminals files : Ukrainian Fascist Priest Ivan Hrinioch », 113 p., en ligne : <https://iwpchi.wordpress.com/2014/03/11/cia-nazi-war-criminals-filesukrainian-fascist-priest-ivan-hrinioch/>.

44 Breitman et Goda, *Hitler's Shadow*, p. 78.

de guerre un pilier de leurs services, le chargeant non seulement de l'espionnage de renseignement et d'action sur l'URSS mais aussi de l'action anticommuniste en zone américaine. L'ensemble de ces prestations, pour lesquelles Gehlen s'entoura exclusivement d'anciens nazis, dont ses anciens adjoints en URSS occupée, assura le maintien sans transition, de la guerre à l'après-guerre, de la collaboration germanoukrainienne. Adenauer, aussi satisfait des services de Gehlen que les Américains, lui confia, dès la fondation de la RFA, en 1949, la direction de ses services secrets : le grand nazi Gehlen dirigea donc le *Bundesnachrichtendienst* (BND) jusqu'à sa retraite en 1968 45.

Breitman et Goda accusent les Anglais d'avoir particulièrement « poussé » Bandera, mais ils admettent que les Américains avaient d'emblée laissé les banderistes (majoritaires) et autres membres de l'OUN reconstituer leur groupe à Munich et alentour ; et qu'ils avaient refusé sous tous les prétextes de livrer Bandera et autres criminels de guerre ukrainiens « réfugiés » à l'URSS, qui les réclamait depuis le début de 1946 pour les juger.

Rossolinski-Liebe est plus précis sur leurs bontés pour Bandera, qu'ils protégèrent systématiquement, après l'avoir laissé s'installer à Munich dès août 1945. Ils lui fabriquèrent des papiers d'identité (au nom de Stefan Popel) et d'autres faux documents, dont l'un – un comble – le grimait en

« interné dans les camps de concentration nazis du 15 septembre 1941 au 6 mai 1945 [et] libéré du camp de concentration de Mauthausen ».

Ils lui procurèrent le logis et bien d'autres facilités, dont de multiples cartes de journaliste, même une pour un journal « français ».

La CIA, parfaitement informée sur Bandera et ses tueurs, laissa à Gehlen et à son BND le soin de traiter directement avec eux, ce que les Allemands firent notamment au service des « opérations » communes en Ukraine. Bandera rapportait à Heinz Danko Herre, ancien lieutenant de Gehlen à la *Fremde Heere Ost* où il était chargé des relations avec l'armée Vlassov et autres collaborateurs soviétiques 46 . Herre, devenu le « principal conseiller de Gehlen » au BND, adorait Bandera que, déclara-t-il à l'été 1959, « nous connaissons depuis à peu près 20 ans [, et qui], en Allemagne et en dehors, dispose de plus d'un demi-million de

partisans ». Les Américains s'offrirent le luxe de laisser traîner la demande de visa pour séjour aux États-Unis que Bandera avait déposée depuis 1955. Mais le BND tenait à favoriser les contacts de son favori avec

45 Simpson, *Blowback*. ; Naftali, « Reinhard Gehlen and the United States », in Breitman et al., *U.S. Intelligence and the Nazis*, p. 375-418. Pionnier, le journaliste E.H. Cookridge (né Spiro Edward), agent de renseignements des Anglo-Américains pendant la guerre, *Gehlen, spy of the century*, London, Hodder and Stoughton, 1971.

46 Herre dans l'URSS occupée, Cookridge, Gehlen, index Herre.



Le comble ! Un faux certificat d'interné à Mauthausen pour l'antisémite Stepan Bandera.

les nazis ukrainiens d'Amérique, et « les responsables de la CIA de Munich recommandèrent [donc] l'octroi du [dit] visa en 1959 ». L'exécution de Bandera, le 15 octobre 1959, par le KGB – « les Soviétiques ayant décidé », selon Breitman et Goda, « qu'ils ne pouvaient se permettre de revivre une alliance entre l'espionnage allemand et les fanatiques ukrainiens » – empêcha l'extension américaine des activités du « héros national » de l'Ukraine « indépendante ».

Les Américains avaient choisi comme alliés plus officiels deux associés de Bandera, aussi criminels : Mykola Lebed, « sadique notoire et collaborateur des Allemands », qui avait début 1945 pris contact avec l'OSS (Allen Dulles à Berne), et le clerc uniaste Hrinioch. Breitman et Goda qualifient sans rire leur « groupe [de] modéré, stable et fiable sur le plan opérationnel », par comparaison à celui de Bandera. Ils imputent, en se démentant eux-mêmes, son exploitation aux seuls impératifs « du blocus de Berlin et de la menace d'une guerre en Europe » : donc, seulement à l'époque de la directive 10/2 du *National Security Council* de juin 1948 ?

L'affaire étant mûre de longue date, « la CIA fournit l'argent, les approvisionnements, l'entraînement, les facilités radio et les parachutages des agents entraînés » de l'UPA – toujours en guerre ouverte contre l'URSS : les opérations des « nationalistes ukrainiens » en Tchécoslovaquie, arguaient les chefs de la CIA, dont Wisner, permettraient « d'établir des lignes de communication en Ukraine ». À partir de 1955, « des tracts furent jetés par avion au-dessus de l'Ukraine, et des émissions de radio intitulées *Nova Ukraina* furent diffusées depuis Athènes pour consommation ukrainienne ». La propagande écrite, proliférante, passait par tous les canaux de diffusion des pays alliés de Washington et de l'OTAN.

Depuis l'après-guerre, Hrinioch résidait à Munich, et les Américains « avaient installé Lebed à New York, où il acquit le statut de résident permanent, puis la naturalisation américaine ». Nombre d'Ukrainiens « réfugiés » aux États-Unis l'identifièrent là-bas comme « chef responsable d'assassinats de masse d'Ukrainiens, de Polonais et de juifs ». Lebed n'en fut pas moins le porte-voix officiel d'intenses activités *américaines*, qui passèrent depuis 1956, après diverses couvertures, par une prétendue « association sans but lucratif » (financée, comme le reste, par la CIA), dite Prolog. Hrinioch en gérait l'antenne de Munich, nommée *Ukrainische Gesellschaft für Auslandsstudien* (Société ukrainienne pour les études sur l'étranger).

« Pour la seule année 1957, Prolog diffusa 1 200 programmes radiophoniques à raison de 70 heures par mois, et distribuait 200 000 journaux et 5 000 tracts. » Elle assurait la distribution de « livres d'écrivains et poètes ukrainiens nationalistes », y compris en Ukraine soviétique, initiative menée, écrivent Breitman et Goda, « jusqu'à la fin de la guerre froide ». Elle « finançait le voyage des étudiants et des universitaires ukrainiens aux conférences universitaires, aux festivals internationaux de la jeunesse » et autres manifestations, après quoi les intéressés venaient rendre compte à la CIA. Un de ses hauts cadres observa en 1966 que Prolog était le seul « truchement des opérations de la CIA en direction de la République soviétique d'Ukraine et de ses quarante millions de citoyens ukrainiens ». Dans les années 1960, les banderistes américains, dont Lebed, se convertirent, en public, au philo-sémitisme, et dénoncèrent de plus en plus systématiquement « les Soviétiques pour leur antisémitisme ». On l'a dit, les multiples opérations « militaires » ne font pas partie des dossiers déclassifiés.

Zbigniew Brzezinski, durable pilier de la subversion de l'URSS dont Jimmy Carter fit son conseiller à la sécurité nationale, préconisa en 1977 l'extension de ce programme tentaculaire : il s'émerveillait des « dividendes impressionnants engrangés et de l'impact obtenu sur le public spécifique dans la zone visée ». Dans les années 1980, entre Carter et Ronald Reagan, Prolog développa ses activités en direction des « autres nationalités soviétiques, qui, suprême ironie, *commentent Breitman et Goda*, incluaient les dissidents soviétiques juifs ». Lebed rendit encore des services longtemps après sa retraite officielle (1975), et la CIA veilla jalousement à cacher au public la vérité historique sur « ce combattant ukrainien de la liberté », brièvement menacé, en 1985, par une enquête du « Bureau des enquêtes spéciales [Office of Special Investigations (OSI)] du ministère de la Justice » américain. Ce sinistre personnage, « chef de guerre de Bandera pendant la guerre », ne fut donc jamais inquiété jusqu'à sa mort (1998). « Il est enterré dans le New Jersey, et ses archives (qu'on peut supposer très épurées) sont conservées à l'Institut de recherche sur l'Ukraine de l'université Harvard ».



Tombes toujours fleuries de Mykola Lebed, de son successeur à la tête de Prolog Myroslav Prokov, et de bon nombre d'autres membres de l'OUN dans le New Jersey.

Les nazis ukrainiens – chouchous précoces, Bandera compris, d'Allen Dulles depuis son stage de guerre à Berne, et de Wisner – avaient, auprès de tous leurs pairs d'Europe centrale (Croates, Slovaques, etc.) voués à la « libération de l'Europe orientale », représenté un lot important de la masse de « réfugiés » accueillis aux États-Unis⁴⁷. La CIA y avait fait généreusement entrer des criminels de guerre avérés, par dizaines de milliers, familles

⁴⁷ Breitman et Goda, *Hitler's Shadow*, « Allied intelligence and Stephen Bandera » p. 78 sq. , 84-91 le tout sur la base de rapports de la CIA depuis juillet 1947 ; Rossolinski-Liebe va beaucoup plus loin dans la protection américaine de Bandera dès 1945, Stepan Bandera, chapitre 7, « The Providnyk in exile », dont p. 277-280, et, sur son exécution p. 292, 302-314.

comprises, en violant délibérément la réglementation sur l'immigration du ministère de la Justice, tout à fait consentant⁴⁸. Peuplant les associations de « libération des peuples d'Europe orientale », « peuples soviétiques » compris, ils avaient été gavés de financements pour leur propagande, écrite et radiodiffusée. Le monde académique avait également été largement mobilisé.

Conclusion

À la date d'achèvement de l'analyse de Breitman et Goda – en 1990, où « l'URSS arrivait au seuil de l'effondrement » –, la collaboration américano-germano-ukrainienne contre l'URSS

et l'Europe orientale, opérations dites « Cartel » puis « Aerodynamic » puis, dans les années 1980, successivement « Qrdynamic », « Pddynamic » et « Qrplumb »⁴⁹, n'avait jamais cessé. En 1989, l'URSS avait enfin abandonné à la coalition conquérante germano-américaine toute sa zone d'influence de février 1945, comme l'avait prophétisé le diplomate français Armand Béard le 18 février 1952 :

« Adoptant les thèses américaines, les collaborateurs du Chancelier [Adenauer] considèrent en général que le jour où l'Amérique sera en mesure de mettre en ligne une force supérieure, l'URSS se prêtera à un règlement dans lequel elle abandonnera les territoires d'Europe centrale et orientale qu'elle domine actuellement 50. »

Quand l'URSS tomba, fin 1991, tout était prêt, en Ukraine, pour la phase suivante. Qui, à la lumière des sources, peut soutenir la thèse de l'implosion et de l'attirance spontanée des peuples enchaînés pour la « démocratie » occidentale ?

Post-scriptum : Des « instituts d'études sur la Russie » d'après-guerre à la « propagande de guerre » de 2022

Washington avait, à l'heure institutionnelle des « opérations » (1947-1948), décidé d'exploiter, non seulement en Allemagne mais même aux États-Unis, les talents des intellectuels « réfugiés » les plus compromis. Regroupés à Munich, où ils avaient déjà servi depuis 1945, ils y furent soigneusement sélectionnés,

[48 Simpson, Blowback, index Justice Department US.](#)

[49 Breitman et Goda, Hitler's Shadow, p. 90.](#)

[50 Tél. réservé n° 1450-1467 d'Armand Béard, Bonn, 18 février 1952, Europe Généralités 1949-1955, vol. 22, CED, janvier-avril 1952, MAE. Texte in extenso in Lacroix-Riz, Aux origines du carcan européen, 1900-1960. La France sous influence allemande et américaine, Paris, Delga-Le Temps des Cerises, 2016, p. 153- 156.](#)

depuis l'été 1948, avant leur envol pour New York, par des universitaires américains expédiés en mission à cet effet, et dont la haute réputation était proportionnelle à leur antisoviétisme et à leur anticommunisme. La CIA fit caser ces recrues dans toutes les universités, à commencer par les plus prestigieuses, les huit de l'Ivy League (dont Harvard, Yale, Princeton et Columbia).

Ces « victimes du communisme » jouèrent un rôle de premier plan dans les « instituts d'études sur la Russie » qui poussèrent comme des champignons à travers les États-Unis depuis 1946-1947, date de création de ceux de Columbia et de Harvard. Pourvus de postes éminents, ces heureux élus furent à toute occasion (articles, ouvrage, colloques, etc.) associés aux universitaires américains de renom susmentionnés. Lesquels avaient très souvent préparé l'avenir de la « zone d'influence » mondiale des États-Unis au sein de l'OSS, avant de rejoindre la CIA ⁵¹.

Ce monde académique mêlant les Américains d'origine et les « réfugiés » d'Europe centrale et orientale d'après 1917, des années 1930 ⁵² ou d'après 1945 forgea aux États-Unis, sur fond de tempête pré-maccarthyste puis maccarthyste, une histoire apocalyptique de l'URSS « stalinienne ⁵³ » : l'universitaire américain Sigmund Diamond (victime du maccarthysme triomphant dans les années 1950) a montré en 1992 comment l'entreprise de démolition

conduite à Harvard, au « Russian Research Center », créé en 1947, avait promu des ex-Soviétiques, tous anciens collaborationnistes, souvent membres de l'armée Vlassov 54.

L'américanisation de nos universités, structurellement ouverte par la loi Fulbright de juin 1948 incorporée au Plan Marshall⁵⁵, a généralisé ce modèle américain antisoviétique, en France comme dans toute la zone d'influence américaine si élargie depuis 1945. Elle contribue à expliquer pourquoi « la propagande de guerre » triomphe sans obstacle, en ce début de 2022, dans des milieux universitaires supposés « critiques ».

51 Robin W. Winks (lui-même évident agent de ces services), *Cloak & Gown. Scholars in the Secret War, 1939-1961*, New York, William Morrow and C°, 1987.

52 Sur cinq « cold warriors » allemands essentiels (juifs ultraconservateurs, nazis ou pronazis déguisés en antinazis immigrés aux États-Unis dans les années 1930), Udi Greenberg, *The Weimar Century. German Émigrés and the ideological foundations of the Cold War*, Princeton, Princeton University Press, 2015.

53 Ibid. et David C. Engerman, *Know your enemy : the rise and fall of America's Soviet experts*, New York, Oxford University Press, 2009.

54 Diamond, *Compromised Campus : the collaboration of Universities with the Intelligence Community, 1945-55*, New York, Oxford University Press, 1992, chapitres 2-3 (dont le cas Nicolas Poppe).

55 Finaçant, sur les « fonds de contrepartie » du Plan Marshall (5% du total des crédits, à l'entière disposition statutaire des Américains) les bourses de recherche des étudiants français aux États-Unis, clause naturellement appliquée à tous les « bénéficiaires » européens.